

Le même journal disait, le 14 juillet 1902 :

Que feront les grandes colonies? Le télégraphe vient de nous apprendre la réponse de sir Wilfrid Laurier: rien ne saurait justifier un changement politique vis-à-vis la Métropole. Cela dispose, il nous semble, du côté militaire attaché à la conférence des Premiers Ministres.

Faut-il en conclure à la déchéance de l'Empire lui-même et au mauvais vouloir des colonies, qui en seraient la cause? Non, mais à la réforme de l'armée anglaise et à de plus grands sacrifices individuels des contribuables anglais pour le maintien d'armements permanents. Cela peut déranger les intérêts industriels et commerciaux, sans doute de la mère-patrie, mais il n'y a pas à reculer devant la logique des faits qu'impose la dernière guerre. Il n'est pas possible de commander aux deux-cinquièmes du monde sans jouer au soldat et sans se tenir prêt à payer la musique.

Les grandes colonies ne peuvent être intéressées qu'au deuxième degré, ou même, le plus souvent, ne pas l'être du tout, aux guerres de l'Empire.

Pourquoi sernient-elles appelées à y contribuer quand, au fond, il n'y a que des placements de la banque anglaise ou de l'écoulement de l'industrie et du commerce anglais?

En quoi le "rand" peut-il nous offenser? Y avons-nous des nôtres à protéger, de l'or, du diamant à en extraire? Nous sommes-nous battus pour nous-mêmes? Et quand nous battons-nous, où nous battons-nous pour nous-mêmes?

Le duc de Devonshire nous laisse entendre que si les colonies ne contribuent pas à la défense de l'Empire, elles auront à voir, elles-mêmes et seules, à la protection de leur sol. Dans la pratique, il n'en saurait être autrement, pour le Canada, au moins. Comment l'Angleterre pourrait-elle nous défendre contre la seule agression possible, mais peu probable, celle des Etats-Unis? Mettrait-elle à notre disposition tout le bon vouloir imaginable pour lever ses recrues et vider ses casernes, qu'elle ne saurait jamais avoir raison d'un peuple plus riche qu'elle et qui peut nous atteindre, dans le temps de la diète, par cent côtés à la fois, sur les côtes dépourvues de défense de deux océans et sur des frontières de cinq mille milles, où pas un seul bastion ne saurait barrer le passage à l'ennemi?

La défense de tout l'Empire par tous est une illusion dont nous devons pas être les dupes. Il n'y a qu'une chose de vraie en fait d'organisation militaire, c'est à ceux qu'elle profite à l'instituer, à la maintenir et à la payer.

Encore une fois, cela ne veut signifier en aucune manière, il nous semble, déchéance militaire, fin même de l'Empire, d'après le duc de Devonshire, mais cela veut dire que les milliardaires intéressés au maintien de l'Empire commercial et industriel de la Grande-Bretagne devront y mettre du leur, s'ils veulent continuer à commander au monde.

Quant à nous, Canadiens, qui n'avons pas la prétention de commander au monde, mais celle beaucoup plus modeste, mais non moins décidée, d'être quelque chose dans le monde, nous ne pouvons nous laisser emporter par des envies de gloire militaire qui nous jetteraient dans des armements ruineux et détourneraient notre population, presque toute passionnée des arts de la paix, hors du chemin de ses destinées nationales.

Et le 24 mars 1907 :

M. Arnold Foster, secrétaire de l'Amirauté, vient de déclarer que son ministère ne peut pas continuer d'accepter avec indifférence, l'idée que présente tout le fardeau de la défense de l'Empire pèse sur le Royaume-Uni seul. Et comme pas un ministre n'a protesté contre cette déclaration, il s'ensuit que le gouvernement donne un avis bien menaçant aux colonies.

Espérons, cependant, que les Anglais pondérés ne perdent pas la tête et évitent une campagne qui leur fera perdre leur plus belle colonie.

Pourquoi une flotte? Est-ce que la Grande-Bretagne ne nous a pas appris à baisser pavillon tout le temps? Nous ferions aussi bien sans flotte qu'avec celle de l'Empire qui s'est dérobée chaque fois que nous en avons eu besoin.